POLICE LOCALE UCCLE/WB/AUDERGHEM
LOKALE POLITIE UKKEL/WB/OUDERGEM

CONSEIL DE POLICE DU 20 AVRIL 2026
POLITIERAAD VAN 20 APRIL 2026

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Valentine Delwart, *Présidente, Bourgmestre f.f./Voorzitster, Burgemeester d.d.* ;
Sophie de Vos, David Leisterh, *Bourgmestres/Burgemeesters* ;
Gabriela Banu, Aurélie Czekalski, Emmanuel De Bock, Philippe Delchambre, Patricia Duvieusart, Bernard Hayette, Cécile Henrard, Daniel Hublet, Leïla Kabachi, Alexandra Kokaj, Alan Lenglet, Valérie Lowagie, Patricia Nagelmackers, Jean-François Noël, Eric Sax, Asher Serrana, Jérémie Tojerow, Jérôme Toussaint, Laurent Van Der Elst, Cécile Van Hecke, Marion Van Offelen, Laurent van Steensel, Marc Vandame, Céline Vanderborght, Louis Wuestenberghs, *Conseillers de police/Politieraadsleden* ;
Michel Deraemaeker, *Chef de Corps/Korpschef* ;
Géraldine Noël, *Secrétaire/Secretaresse*.

Ouverture de la séance à 18:09
Opening van de zitting om 18:09

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF

1 **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil de police du 2 mars 2026.**

Le Conseil approuve le point.
26 votants : 26 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de zitting van de Politieraad van 2 maart 2026.

De Raad keurt het punt goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Valérie Lowagie entre en séance / treedt in zitting.

2 **Démission de Madame Vincianne LERATE de son mandat de membre effectif du Conseil de police - Prestation de serment et installation d'un nouveau membre du Conseil de police, Madame Valérie LOWAGIE.- report du 02/03/2026**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment ses articles 12 à 24;
Attendu que Madame Vincianne LERATE présente la démission de son mandat de membre effectif du Conseil de police;
Considérant que ses deux suppléantes présentent également leur démission;
Considérant que le Conseil communal d'Audegrhem a dès lors procédé à la désignation d'un nouveau membre effectif du Conseil de police
Considérant que le Conseil communal d'Auderghem, en sa séance du 18 décembre 2025, a élu

Madame Valérie LOWAGIE en tant que membre effectif du Conseil de police;
Considérant que Madame Valérie LOWAGIE a été régulièrement convoquée à la séance du 2 mars 2026 du Conseil de police, que sa prestation de serment et son installation sont inscrites à l'ordre du jour de cette séance;
Considérant que Madame Valérie LOWAGIE a prêté entre les mains du Président du Conseil, en français le serment suivant visé à l'article 20bis de la loi du 7 décembre 1998 précitée, « Je jure fidelité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. » :
Considérant que, suite à la prestation de serment de ce membre entre les mains du Président, elle est installée en tant que conseillère de police;
Par ces motifs,
Sur proposition du Collège de police,

PREND ACTE :

- de la démission de Madame Vincianne LERATE en qualité de membre effectif du Conseil de police;
- de la prestation de serment de Madame Valérie LOWAGIE entre les mains du Président;
- de l'installation de Madame Valérie LOWAGIE en tant que membre du Conseil de police.

Le Conseil approuve le point.
27 votants : 27 votes positifs.
Ontslag van Mevrouw Vincianne LERATE uit zijn mandaat van effectief Politieraadslid - Eedaflegging en installatie van een nieuw lid van de Politieraad, Mevrouw Valérie LOWAGIE.- uitstel van 02/03/2026

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en meer bepaald haar artikelen 12 tot 24;
Overwegende dat Mevrouw Vincianne LERATE haar ontslag uit het mandaat van effectief Politieraadslid op 6 december 2023 aanbiedt;
Overwegende dat haar twee plaatsvervangsters eveneens hun ontslag aanbienden;
Overwegende dat de Gemeenteraad van Oudergem dus een nieuw werkend lid van de Politieraad heeft aangewezen;
Overwegende dat de Gemeenteraad van Oudergem, bij zijn zitting van 18 december 2025, Mevrouw Valérie LOWAGIE als effectief lid van de Politieraad heeft verkozen;
Overwegende dat Mevrouw Valérie LOWAGIE reglementair werd opgeroepen op de zitting van 2 maart 2026 van de Politieraad, dat haar eedaflegging en aanstelling staan ingeschreven op de agenda van deze zitting;
Aangezien Mevrouw Valérie LOWAGIE in de handen van de Voorzitter, in het Frans de volgende eed heeft afgelegd gericht op het artikel 20bis van de voornoemde wet van 7 december 1998, « Je jure fidelité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. »;
Aangezien, na de eedaflegging van dit lid in de handen van de Voorzitter, ze is geïnstalleerd als lid van Politieraad;
Om deze redenen,
Op voorstel van het Politiecollege,

NEEMT AKTE :

- van het ontslag van Mevrouw Vincianne LERATE als effectief Politieraadslid;
- van de eedaflegging van Mevrouw Valérie LOWAGIE in de handen van de Voorzitter;
- van de installatie van Mevrouw Valérie LOWAGIE als lid van de Politieraad.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

3 **Commissariat sis avenue du Fort Jaco 22 à 1180 Uccle – Vente du bien à la commune d'Uccle et approbation de l'acte authentique.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment ses articles 11 et 33;
Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les zones de police pluricommunales de la Région de Bruxelles-Capitale, et notamment son article 6, § 2;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités des zones pluricommunales de police en vue de l'exercice de la tutelle administrative, notamment son article 1er, 5°;
Considérant que la zone de police a décidé de vendre le bien immobilier sis avenue du Fort Jaco 22 à Uccle à la commune d'Uccle pour un montant d'1,00 € symbolique ;
Considérant que l'antenne Fort Jaco ne s'inscrit plus dans les besoins opérationnels actuels de la zone de police et ne présente plus d'utilité stratégique dans le cadre de l'exercice de ses missions et que, pour cette raison, elle n'est plus utilisée par la zone de police depuis le 1er août 2025 ;
Considérant que la commune d'Uccle est propriétaire du reste de l'immeuble dans lequel se situe le bien concerné ;
Considérant que le Comité d'acquisition d'immeubles régional (CAIR) a estimé la valeur vénale du bien à 455.000, 00 € ;
Considérant que les 3 communes de la zone de police ont, lors de la réforme de la police en 2001, mis à disposition de celle-ci un ou plusieurs bâtiments gratuitement ;
Considérant que pour les communes de Watermael-Boitsfort et d'Auderghem, cette mise à disposition gratuite a pris fin lors de la mise en fonction complète et définitive du commissariat Tritomas en 2018 ;
Considérant dès lors que, depuis 2018, la commune d'Uccle est la seule commune à mettre gratuitement à disposition de la zone de police deux bâtiments, à savoir le commissariat Marlow, d'une surface de 5.005,51 m², et le chenil sis avenue Stroobant, d'une surface de 642,06 m² ;
Considérant le taux locatif moyen des bureaux à Uccle généralement entre 100€ et 200€/m²/an, dépendant du standing et de l'emplacement ;
Considérant que cette mise à disposition, à titre gratuit et sur une longue durée, constitue un avantage matériel direct et objectivement mesurable accordé par la commune à la zone de police ;
Considérant qu'en vertu des principes de bonne administration, de bonne gestion financière et de protection des deniers publics, une personne morale de droit public ne peut aliéner un bien immobilier à un prix inférieur à sa valeur vénale que pour autant qu'une telle décision soit justifiée par un motif d'intérêt public suffisant et dûment motivé ;
Que dans le cas présent, la vente symbolique de l'antenne Fort Jaco pour le prix de 1€ symbolique se justifie notamment par :

- la volonté de réunir la pleine propriété du bâtiment au bénéfice de la commune d'Uccle, simplifiant et rationnalisant sa gestion patrimoniale et réduisant les charges administratives liées à la copropriété ;
- la compensation indirecte résultant de l'usage gratuit, depuis 2018, de deux bâtiments communaux, évoqués ci-avant, mis à disposition de la zone de police par la commune d'Uccle, avantage dont la valeur économique dépasse largement la valeur estimée du bien aliéné ;
- l'absence de besoin opérationnel pour la zone de police concernant ce bien, confirmant que sa détention ne revêt plus d'intérêt pour l'exercice du service public de police ;
- la finalité d'optimiser l'utilisation des ressources publiques, en cohérence avec les principes de proportionnalité, d'économie et de bonne administration ;

Considérant que cette vente ne comporte aucun enrichissement injustifié de l'une ou l'autre entité, dès lors qu'elle s'inscrit dans une logique de réciprocité, de rationalisation patrimoniale et de soutien au

service public de sécurité ;
Considérant le projet d'acte authentique en annexe ;
Considérant le décompte des frais administratifs en faveur de la zone pour un montant de 3.232,34 € à l'article budgétaire 330/162-01 ;

DECIDE :

- de procéder à la vente du bien sis avenue du Fort Jaco 22 à 1180 Uccle à la commune d'Uccle pour le montant d'1,00 € symbolique ;
- de signer l'acte authentique dont le projet figure en annexe.

Le Conseil approuve le point.
27 votants : 27 votes positifs.

Commissariaat gelegen Fort Jaco-laan 22 te 1180 Ukkel – Verkoop van het goed aan de gemeente Ukkel en goedkeuring van de authentieke akte.

De Politieraad,

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en in het bijzonder de artikelen 11 en 33;
Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende het administratief toezicht op de meergemeentezones van politie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en in het bijzonder artikel 6, § 2;Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de overdracht aan de Regering van de akten van de overheden van de meergemeentezones van politie met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en in het bijzonder artikel 1, 5°;
Overwegende dat de politiezone heeft beslist het onroerend goed gelegen Fort Jaco-laan 22 te Ukkel te verkopen aan de gemeente Ukkel voor het symbolische bedrag van 1,00 €;
Overwegende dat de antenne Fort Jaco niet langer past binnen de huidige operationele behoeften van de politiezone en geen strategisch nut meer heeft in het kader van de uitvoering van haar opdrachten, en dat zij om die reden sinds 1 augustus 2025 niet meer door de politiezone wordt gebruikt;
Overwegende dat de gemeente Ukkel eigenaar is van de rest van het gebouw waarin het betrokken goed zich bevindt;
Overwegende dat het Gewestelijk Comité voor Aankoop van Onroerende Goederen (CAIR) de venale waarde van het goed heeft geraamd op 455.000,00 €;
Overwegende dat de drie gemeenten van de politiezone bij de politiehervorming in 2001 één of meerdere gebouwen gratis ter beschikking hebben gesteld;
Overwegende dat voor de gemeenten Watermaal-Bosvoorde en Oudergem deze gratis terbeschikkingstelling een einde nam bij de volledige en definitieve ingebruikname van het commissariaat Tritomas in 2018;
Overwegende dat de gemeente Ukkel sinds 2018 de enige gemeente is die gratis twee gebouwen ter beschikking stelt van de politiezone, namelijk het commissariaat Marlow, met een oppervlakte van 5.005,51 m², en het hondenverblijf gelegen Stroobantlaan, met een oppervlakte van 642,06 m²;
Overwegende dat de gemiddelde huurprijs voor kantoren in Ukkel doorgaans tussen 100 € en 200 €/m²/jaar ligt, afhankelijk van het niveau van comfort en de ligging;
Overwegende dat deze gratis en langdurige terbeschikkingstelling een rechtstreeks en objectief meetbaar materieel voordeel vormt dat door de gemeente aan de politiezone wordt verleend;
Overwegende dat, krachtens de beginselen van goed bestuur, gezond financieel beheer en bescherming van de publieke middelen, een publiekrechtelijke rechtspersoon een onroerend goed niet mag vervreemden tegen een prijs die lager ligt dan de venale waarde, tenzij een dergelijke beslissing wordt gerechtvaardigd door een voldoende en deugdelijk gemotiveerd openbaar belang;
Dat in dit geval de symbolische verkoop van de antenne Fort Jaco voor de symbolische prijs van 1 € onder meer wordt gerechtvaardigd door:

- de wens om de volle eigendom van het gebouw te verenigen ten voordele van de gemeente Ukkel, wat het patrimoniumbeheer vereenvoudigt en rationaliseert en de administratieve lasten verbonden aan mede-eigendom vermindert;
- de indirecte compensatie voortvloeiend uit het gratis gebruik, sinds 2018, van twee hierboven vermelde gemeentelijke gebouwen die door de gemeente Ukkel ter beschikking zijn gesteld van de politiezone, en waarvan de economische waarde de geraamde waarde van het vervreemde goed ruim overstijgt;
- het ontbreken van een operationele behoefte voor de politiezone met betrekking tot dit goed, wat bevestigt dat het behoud ervan geen belang meer heeft voor de uitvoering van de politiedienst;
- het streven naar optimalisering van het gebruik van publieke middelen, in overeenstemming met de beginselen van proportionaliteit, zuinigheid en goed bestuur;

Overwegende dat deze verkoop geen ongerechtvaardigde verrijking van één van beide entiteiten inhoudt, aangezien zij kadert in een logica van wederkerigheid, patrimoniale rationalisering en ondersteuning van de openbare veiligheidsdienst;
Gelet op het ontwerp van authentieke akte in bijlage;
Overwegende de afrekening van de administratieve kosten ten gunste van de zone voor een bedrag van 3.232,34 € op begrotingsartikel 330/162-01 ;

BESLUIT :

- over te gaan tot de verkoop van het goed gelegen Fort Jaco-laan 22 te 1180 Ukkel aan de gemeente Ukkel voor het symbolische bedrag van 1,00 €;
- de authentieke akte te ondertekenen waarvan het ontwerp in bijlage is opgenomen.

De Raad keurt het punt goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

DIRECTION DES MOYENS MATÉRIELS - DIRECTIE MATERIËLE MIDDELEN

4 IMMO - Occupation à titre précaire du bâtiment "Croix-Rouge" - Renouvellement du contrat d'occupation avec la société Prod House.- report du 02/03/2026

Le Conseil de police,

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;
Vu l'ordonnance du 11 juillet 2013 modifiant le Code Bruxellois du Logement du 17/07/2003;
Considérant qu'en date du 24/10/2025, la zone de police d'Uccle/Watermael-Boitsfort a fait l'acquisition du site anciennement occupé par la Croix-Rouge, situé rue de Stalle 96 à 1180 Uccle;
Considérant que le site est composé d'un bâtiment principal de 5 étages (rue de Stalle 96), d'un hangar de deux étages (rue des Trois Arbres), d'une conciergerie (avenue Huldenberg 10) et d'un terrain à bâtir (rue de Stalle - rue des Trois Arbres);
Considérant que le site est occupé depuis 2023 à titre précaire par la société Prod House, représentée par son administrateur, Monsieur Philippe Delaere; les locaux mis à disposition étant affectés à des bureaux (conception, création et assemblage de décors et costumes de films) et de l'entreposage des décors;
Considérant qu'une convention d'occupation précaire passée entre la société 3D Real Estate, ancien propriétaire du site, et la société Prod House arrive à terme à la date du 31/10/2025 et qu'un préavis de 1 mois est prévu;
Considérant qu'en date du 17/10/2025, Monsieur Delaere a informé verbalement la zone de police qu'il souhaiterait continuer à occuper le site dans les mêmes conditions, à savoir, l'occupation des locaux des différents bâtiments du site et leur tenue en bon état contre une quittance mensuelle de

15.000 €;
Vu la décision du Conseil de police du 3 novembre 2025 d'établir une nouvelle convention d'occupation précaire prenant effet au 01/11/2025 et s'achevant au plus tard le 31/12/2025;
Considérant la volonté des deux parties de poursuivre cette occupation;
Sur proposition du Collège de Police

DECIDE:

- de signer une convention d'occupation précaire concernant le site " Croix-Rouge" entre la zone de police d'Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem et la société Prod House, à partir du 01/01/2026 jusqu'au 31/12/2026; le montant de la quittance s'élevant à 45.000 €/trimestre.

Le Conseil approuve le point.
27 votants : 27 votes positifs.

IMMO - Bezetting ter bede van het gebouw “Rode Kruis” - Verlenging van het gebruikscontract met het bedrijf Prod House.- uitstel van 02/03/2026

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;
Gezien het besluit van 11 juli 2013 tot wijziging van het Brussels Huisvestingswetboek van 17/07/2003;
Overwegende dat de politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde op 24 oktober 2025 het domein heeft aangekocht dat vroeger door het Rode Kruis werd gebruikt, gelegen aan de Stallestraat 96 in 1180 Ukkel;
Overwegende dat het domein bestaat uit een hoofdgebouw van 5 verdiepingen (Stallestraat 96), een loods van twee verdiepingen (Driebomenstraat), een conciërgewoning (Huldenberglaan 10) en een bouwgrond (Stallestraat - Driebomenstraat);
Overwegende dat het domein sinds 2023 op tijdelijke basis wordt gebruikt door het bedrijf Prod House, vertegenwoordigd door zijn bestuurder, de heer Philippe Delaere; de ter beschikking gestelde ruimten worden gebruikt als kantoren (ontwerp, creatie en assemblage van filmdecors en kostuums) en voor de opslag van decors;
Overwegende dat een overeenkomst van bezetting ter bede tussen 3D Real Estate, de voormalige eigenaar van het domein en Prod House op 31/10/2025 afloopt en dat er een opzegtermijn van 1 maand geldt;
Overwegende dat de heer Delaere op 17/10/2025 de politiezone mondeling heeft meegedeeld dat hij de gebouwen onder dezelfde voorwaarden wil blijven gebruiken, namelijk het gebruik van de lokalen van de verschillende gebouwen op het domein en het in goede staat houden ervan tegen een maandelijkse vergoeding van 15.000 €;
Gezien het besluit van de Politieraad van 3 november 2025 om een nieuwe overeenkomst inzake precair gebruik vast te stellen, die ingaat op 01/11/2025 en uiterlijk eindigt op 31/12/2025;
Overwegende de wil van beide partijen om deze bezetting voort te zetten;
Op voorstel van het Politiecollege

BESLUIT:

- een overeenkomst van bezetting ter bede van de site “Rode Kruis” te ondertekenen tussen de politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem en de nv Prod House, met ingang van 01/01/2026 tot 31/12/2026; het bedrag van de kwijting bedraagt 45.000 €/kwartaal.

De Raad keurt het punt goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - DIRECTIE HUMAN RESSOURCES

5 **Cycle de mobilité 2026 01 – Engagement d'un Commissaire de police – Direction Trafic (Dir. adj.) – Composition de la commission de sélection locale.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;
Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;
Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;
Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;
Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;
Vu la délibération du Conseil de police du 02 mars 2026 ouvrant la mobilité et déterminant les modalités de sélection des candidats dans le cadre du cycle de mobilité 2026 01;
Considérant l'appel aux candidatures n° 2026 01 publié le 30 janvier 2026 par la zone de police Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem ouvrant une place de Commissaire de police adjoint– Direction Trafic;
Attendu que l'installation d'une commission de sélection est imposée pour l'engagement d'un Commissaire de police adjoint– Direction Trafic;
Par ces motifs,
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la composition suivante de la commission de sélection locale pour l'engagement d'un Commissaire de police - Direction Trafic au sein de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem :
1. Président : Monsieur le Chef de Corps, Michel DERAEMAEKER, 1er Commissaire Divisionnaire de police de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
2. Assesseur : Monsieur BEUSELINCK Jeroen, Commissaire Divisionnaire de police de la zone de police Uccle/ Watermael-Boitsfort / Auderghem;
3. Assesseur : Monsieur DUHAIN Eric, Commissaire Divisionnaire de police de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort/ Auderghem;
4. Assesseur : Monsieur BERTIN Nicolas, Commissaire de police de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort/ Auderghem;
5. Assesseur : Madame Isaline FAIN, 1er Conseiller – Directeur de la Direction des Ressources Humaines de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
Secrétaire : Membre de la Direction des Ressources Humaines ou du Cabinet du Chef de Corps de la zone de police Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem ;
En cas d'absence du président ou d'un(e) assesseur(e), celui/celle-ci peut être remplacé(e) par la personne qu'il/elle le/la remplace de façon structurelle ou qu'il/elle désigne, à condition que le/la

remplaçant(e) appartienne au cadre officier ou au niveau A.

Le Conseil approuve le point.
27 votants : 27 votes positifs.

Mobiliteitscyclus 2026 01 – Aanwerving van een Commissaris van politie - Directie Verkeer (Dir. adj.) – Samenstelling van de lokale selectiecommissie.

De Politieraad,

Gezien de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;
Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1 ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 to IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.9 tot V.III.25, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;
Gezien het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;
Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen daarvan;Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen daarvan;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 02 maart 2026 waarbij betrekkingen in het kader van de mobiliteit vacant werden verklaard en de selectiemodaliteiten werden vastgelegd in het kader van de mobiliteitscyclus 2026 01;
Gezien de vacature van Mobiliteitscyclus 2026 01, gepubliceerd op 30 januari 2026 door de politiezone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem, voor een functie van Commissaris van Politie - Directie Verkeer (Dir adj);
Gezien de oprichting van een selectiecommissie bij de lokale politie opgelegd wordt voor de aanwerving van een Commissaris van Politie - Directie Verkeer (Dir adj);
Om deze redenen,
Op voorstel van het Politiecollege,

BESLIST :

- Goed te keuren met de volgende samenstelling van de lokale selectiecommissie voor de aanwerving van Commissaris van Politie - Directie Verkeer (Dir adj):
1. Voorzitter : De Heer de Korpschef, Michel DERAEMAEKER, 1ste Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
2. Bijzitter : De Heer BEUSELINCK Jeroen,Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
3. Bijzitter : De Heer DUHAIN Eric, Hoofdcommissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
4. Bijzitter : De Heer BERTIN Nicolas, Commissaris van politie van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
5. Bijzitter : Mevrouw Isaline FAIN, 1ste Adviseur – Directeur van de Directie Human Resources van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem;
Secretaris : Lid van de Directie Human Resources of van het Kabinet van de Korpschef van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem.
In geval van afwezigheid van de voorzitter of een bijzit(s)ter, kan deze worden vervangen door de persoon die hem/haar standaard vervangt of die hij/zij aanwijst, op voorwaarde dat de vervang(st)er behoort tot het officierenkader of niveau A.

De Raad keurt het punt goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

6 **Effectif minimal du personnel opérationnel et CALog de la police locale - Déclaration de vacances d'emplois - Cycle de mobilité 2026-02.** ***(Ajouté en séance)***

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et notamment les articles 3, 38 et 47;
Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et notamment les articles II.II.1e, IV.I.15 au IV.I.17, IV.I.37 au IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 au V.III.24, VI.II.8 au VI.II.26, VII.II.16 au VII.II.19;
Vu l'arrêté royal du 05 septembre 2001 déterminant l'effectif minimal du personnel opérationnel et du personnel administratif et logistique de la police locale;
Vu l'arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police;
Vu l'arrêté royal du 9 novembre 2015 portant dispositions relatives au régime de fin de carrière pour des membres du personnel du cadre opérationnel de la police intégrée;
Vu la délibération du Conseil de police du 04 décembre 2001, fixant le cadre administratif et logistique de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 28 janvier 2002, fixant le cadre opérationnel de la zone de police locale d'Uccle/ Watermael-Boitsfort/ Auderghem et ses modifications ultérieures;
Vu la délibération du Conseil de police du 12 mars 2007, de déclarer vacants les emplois dont les détachés de la zone vers une autre entité sont titulaires;
Considérant la publication de l'appel 2026 02 planifiée pour le 03 avril 2026;
Considérant que la situation du cadre réel en date du 01 avril 2026 est la suivante :

Effectif ZP 5342 Uccle/ W-B/ Auderghem - 01/04/2026

Grade	Cadre	Grade effectif	Cadre effectif	FTEQ
OPS				
Officier	**29**		**22**	***21,6***
CDP	**3**	**3**		***3,0***
CP	**26**	**18**		***17,6***
ACP		**1**		***1,0***
Cadre moyen	**90**		**74**	***69,3***
CP Tapis rouge		**2**		***1,6***
INPP/AP	**10**	**10**		***9,3***
AINPP/AP		**0**		***0,0***
INPP	**80**	**60**		***56,4***
AINPP		**2**		***2,0***
NAPAP		**0**		***0***
Cadre de base	**341**		**336**	***314,4***
INP		**317**		***301,4***
AINP		**13**		***13,0***
NAPAP		**6**		***0***

Cadre agent	**30**		**23**	***22,3***
AGT		**19**		***18,3***
AAGT		**4**		***4***
NAPAP		**0**		***0***
TOTAL OPS	**490**		**455**	***427,6***
CALOG				
Niveau A	**8**		**9**	***9,0***
Niveau B	**23**		**22**	***19,9***
Niveau C	**78**		**38**	***36,0***
Niveau D	**39**		**15**	***13,3***
TOTAL CALOG	**148**		**84**	***78,2***
TOTAL ZONE	**638**		**539**	**505,8**

Considérant que la zone de police locale Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem compte 5 détachés vers une autre unité dans le cadre opérationnel et administratif et logistique, à savoir 1 CP, 1 INPP, 2 INP et 1 Conseiller Niv. A.
Considérant les différents cycles de mobilité en cours, des départs à la pension ou NAPAP prévus, il convient de procéder à la déclaration de vacance de 34 emplois ;
Par ces motifs,
Sur proposition du Collège de police,

DECIDE :

- d'approuver la déclaration de vacance d'emploi suivante à l'occasion du cycle de mobilité 2026-02 :

Cadre Officier :
- 1 Commissaire ACEPS – Dir CC/Service Prévention
- 1 Commissaire Point de contact Intégrité – Dir CC/Service Intégrité & Contrôle
- 1 Commissaire Dispatching zonal (DirInfo)

Cadre moyen :
- 3 Inspecteurs principal – membre Intervention
- 1 Inspecteur principal – membre Dispatching zonal (DirInfo)

Cadre de base :
- 2 Inspecteurs – membre Dispatching Zonal (DirInfo)
- 1 Inspecteur – membre Direction Recherche Locale
- 2 Inspecteurs – membre Cavalerie
- 15 Inspecteurs – membre Intervention
- 3 Inspecteurs – membre FLAG

Cadre Agent :
- 1 Agent – DirTra

CALog :
- 1 CALog B – Consultant Marchés publics (DMM)
- 1 CALog C – Assistant Service facturation (DMM)

- 1 CALog D – Employé Service charroi (DMM)

TOTAL : 34 places

- Les emplois vacants non pourvus par mobilité classique pourront l'être via la voie externe.

Le Conseil approuve le point.
27 votants : 27 votes positifs.

Minimaal effectief van het operationeel en het administratief en logistiek personeel van de lokale politie - Mededeling van de vacatures – Mobiliteitscyclus 2026-02. ***(Toegevoegd tijdens de zitting)***

De Politieraad,

Gezien de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en inzonderheid op de artikels 3, 38 en 47;
Gezien het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in het bijzonder zijn artikel II.II.1ste, IV.II.15 tot IV.I.17, IV.I.37 tot IV.I.39, IV.I.60, IV.II.47, V.III.13 tot V.III.24, VI.II.8 tot VI.II.26, VII.II.16 tot VII.II.19;
Gezien het koninklijk besluit van 05 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;
Gezien het koninklijk besluit van 20 november 2001 tot vaststelling van de nadere regels inzake de mobiliteit van het personeel van de politiediensten;
Gezien het koninklijk besluit van 9 november 2015 houdende bepalingen inzake het eindeloopbaanregime voor personeelsleden van het operationeel kader van de geïntegreerde politie;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 04 december 2001 tot vaststelling van het administratief en logistiek kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen ervan;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 28 januari 2002 tot vaststelling van het operationeel kader van de lokale politiezone Ukkel / Watermaal-Bosvoorde / Oudergem en de latere wijzigingen ervan;
Gezien de beraadslaging van de Politieraad van 12 maart 2007, om de betrekkingen waarvan de afgedeelden (gedetacheerden) van de zone titularis waren vacant te verklaren;
Gezien de publicatie van de mobiliteitscyclus 2026 02 voorzien is op 03 april 2026;
Overwegende dat de situatie van het kader op datum van 01 april 2026 er als volgt uitziet:

Bezetting PZ 5342 Ukkel/ W-B/ Oud 01/04/2026

Graad	Kader	Effectief Graad	Effectief Kader	FTEQ
OPS				
Officier	**29**		**22**	***21,6***
HCP	**3**	**3**		***3,0***
PC	**26**	**18**		***17,6***
APC		**1**		***1,0***
Middenkader	**90**		**74**	***69,3***
PC Rloper		**2**		***1,6***
HINP/AP	**10**	**10**		***9,3***
AHINP/AP		**0**		***0,0***
HINP	**80**	**60**		***56,4***
AHINP		**2**		***2,0***
NAVAP		**0**		***0***

Basiskader	**341**		**336**	***314,4***
INP		**317**		***301,4***
AINP		**13**		***13,0***
NAVAP		**6**		***0***
Hulpkader	**30**		**23**	***22,3***
AGT		**19**		***18,3***
AAGT		**4**		***4***
NAVAP		**0**		***0***
TOTAAL OPS	**490**		**455**	***427,6***
		Effectief Niveau		**FTEQ**
CALOG				
Niveau A	**8**		**9**	***9,0***
Niveau B	**23**		**22**	***19,9***
Niveau C	**78**		**38**	***36,0***
Niveau D	**39**		**15**	***13,3***
TOTAAL CALOG	**148**		**84**	***78,2***
TOTAAL ZONE	**638**		**539**	**505,8**

Overwegende dat de zone Ukkel/WB/Oudergem 5 leden van het operationele, administratieve en logistieke kader naar een andere eenheid afgedeeld heeft, te weten 1 PC, 1 HINP, 2 INP en 1 Adviseur Niv. A.
Overwegende de verschillende lopende mobiliteitscycli alsook het voorziene vertrek via pensioen of NAVAP, dienen 34 vacatures gepubliceerd te worden ;
Om deze redenen,
Op voorstel van het Politiecollege,

BESLIST :

- de volgende betrekkingen vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2026 02:

Officier :
1 Commissaris ACEPS (Gerichte aanpak van gevoelige punten) – Dir CC/Dienst Preventi
1 Commissaris Contactpunt Integriteit – Dir CC/Dienst Integriteit & Control
1 Commissaris Zonale dispatching (DirInfo)

Middenkader :
- 3 Hoofdinspecteurs – lid Intervention
- 1 Hoofdinspecteur – lid Zonale dispatching (DirInfo)

Basiskader :
- 2 Inspecteurs – lid Zonale dispatching (DirInfo)
- 1 Inspecteur – lid Directie Lokale Recherche
- 2 Inspecteurs – lid Ruiters
- 15 Inspecteurs – lid Interventie

- 3 Inspecteurs – lid FLAG

Hulpkader :
- 1 Agent – DirTra

CALog :
- 1 CALog B – Consulent Overheidsopdrachten (DMM)
- 1 CALog C – Assistent Dienst Facturatie (DMM)
- 1 CALog D – Medewerker Dienst Wagenpark (DMM)

TOTAAL: 34 plaatsen

- Vacante betrekkingen die niet via de klassieke mobiliteit werden ingevuld, kunnen via de externe weg worden ingevuld.

De Raad keurt het punt goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Gabriela Banu entre en séance / treedt in zitting.

CABINET DU CHEF DE CORPS - KABINET VAN DE KORPSCHEF

7 **Motion de Monsieur VAN STEENSEL relative au renforcement de l'obligation d'activation des bodycams pour une transparence accrue et une protection mutuelle des agents et des citoyens.- report du 02/03/2026**

Monsieur Van Steensel approuve la proposition du Collège de police. Il souhaite surtout qu'il y ait un changement de comportement afin d'équilibrer la relation entre le citoyen et le policier et qu'il y ait plus de transparence.
Madame Vanderborght explique que le groupe Ecolo est critique vis-à-vis de cette motion. Il y a un risque d'impact négatif et de surveillance généralisée, ce qui menace les libertés fondamentales. Nous doutons de l'efficacité des bodycams tant qu'il n'y a pas d'études. La technologie ne résout pas tout. L'activation de ces caméras doit être soumise à des règles strictes. Le groupe Ecolo va donc s'abstenir sur ce point.
Monsieur Tojerow estime la motion intéressante et un cadre est demandé par les associations de défense des droits et libertés. Notre zone est pilote pour évaluer le dispositif.

Le Conseil de police,

Considérant :
- L'article 25/3 de la loi sur la fonction de police (modifiée le 19 octobre 2023, entrée en vigueur le 20 janvier 2024), qui impose l'activation sur demande raisonnable d'un citoyen, sauf si cela entrave manifestement la mission ;
- Qu'à ce jour, un agent d'intervention sur 4 est muni d'une bodycam dans la zone de Police (Uccle / Watermael-Boitsfort / Auderghem), ce qui témoigne d'un déploiement déjà avancé mais perfectible ;
- Les tensions fréquentes lors des contrôles d'identité routiers où des échanges verbaux virent souvent au contentieux, lors de fouilles corporelles sans preuve objective, ou encore lors de manifestations ;
- Les divers incidents survenus en Région bruxelloise, tels que le décès tragique du jeune Fabian (11 ans) percuté par un véhicule de police au Parc Élisabeth à Ganshoren en juin 2025 (absence de bodycam/dashcam soulignée dans l'enquête), ou les nombreuses plaintes d'étudiants et de jeunes suite à des interpellations aux Casernes d'Etterbeek en 2021 (violences alléguées, absence de caméras dans les locaux, procédure civile toujours en cours) ;

- Des bilans d'utilisation (ex. Zone de Police de Liège 2024) montrant un impact positif sur la désescalade et la baisse des tensions, renforçant la sécurité des agents et la confiance citoyenne, et évitant les situations de « parole contre parole » ;
- Que la zone peut adopter des règles internes plus strictes que la loi fédérale (circulaire GPI 104bis, janvier 2025), tant qu'elles ne la contredisent pas ;
- Que l'automatisation technique est déjà une réalité en Europe : des kits comme l'AXIS W401 (disponible dans l'UE et au Royaume-Uni) déclenchent automatiquement l'enregistrement des bodycams dès que le gyrophare ou la sirène s'allume ;
- L'enjeu du plan zonal de sécurité 2026-2029 : désescalader les conflits, documenter les interventions, rassurer les citoyens et les agents ;
- Que dans l'esprit innovant de notre plan diversité – unique en Région bruxelloise –, qui vise à protéger, expliquer et inclure, ce renforcement des bodycams constitue une suite logique : plus de preuves objectives pour plus de confiance mutuelle. En tant que zone pionnière, nous pouvons servir de modèle pour les autres zones bruxelloises.

DECIDE :

- de rappeler et de renforcer l'activation obligatoire conformément à l'article 25/3, dès qu'un citoyen demande explicitement l'activation et que les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

1. le demandeur est directement impliqué (par exemple : suspect, victime, témoin, membre de la famille, employeur, etc.) ;
2. l'activation ne compromet pas l'exécution de la mission ;
3. l'enregistrement s'inscrit dans les situations où l'activation est autorisée ;
4. il est tenu compte des droits de toutes les personnes directement impliquées (par exemple : l'interdiction d'enregistrer des images portant atteinte à l'intimité d'une personne, les modalités concernant l'enregistrement de personnes vulnérables, etc.) ;

- que tout refus doit être motivé dans la fiche CAD du dispatching ;
- de munir progressivement tous les agents d'intervention de bodycams, en priorisant les patrouilles mobiles et les interventions à risque ;
- de veiller à ce que la formation des membres opérationnels se poursuive afin qu'ils soient tous tenus de porter la bodycam lors de leurs interventions, en priorisant les patrouilles mobiles ;
- de veiller à ce que les protocoles opérationnels soient intégrés dans les sessions d'entraînement PITIP afin - d'automatiser l'usage des bodycams ;
- de veiller à ce que le renforcement de l'utilisation de la bodycam figure parmi les priorités du plan zonal de sécurité 2026-2029 ;
- d'instaurer un monitoring annuel incluant des chiffres concrets : nombre de demandes citoyennes, taux de refus (avec motifs agrégés), réduction des plaintes et impacts observés ;
- de veiller à ce que notre zone de police reste fidèle à son rôle de zone pilote exemplaire, ouverte aux nouvelles technologies, et d'identifier dès lors les technologies les plus récentes en matière de bodycams afin de les implémenter dans la zone de police lors du renouvellement du matériel.

Le Conseil approuve le point.
28 votants : 22 votes positifs, 6 abstentions.

Motie van Mijnheer VAN STEENSEL betreffende de versterking van de verplichting tot het activeren van bodycams voor meer transparantie en voor de wederzijdse bescherming van de agenten en de burgers.- uitstel van 02/03/2026

De Raad keurt het punt goed.
28 stemmers : 22 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

8 **Information - Question écrite de Monsieur DELCHAMBRE concernant les moyens informatiques de la zone.**

Monsieur Delchambre pose la question suivante :

Le rapport synoptique 2016-2020 https://www.politie.be/5342/sites/5342/files/media/file/2023-04/Rapport%20Synoptique%202016-2020.pdf de notre zone de Police fait état au point 1.3. des innovations en management des processus. Il est indiqué en page 20 du dit rapport que la solution d'analyse vidéo Briefcam équipe le Carrefour Local d'Information -CILIK- à sa plus grande satisfaction. Je cite :

1.3.2.3. Briefcam - solution d'analyse vidéo
Notre Carrefour Local d'information (CILIK) a été équipé d'un outil d'analyse vidéo ultra puissant :BRIEFCAM. Cet outil est une solution d'analyse vidéo puissante et facile à utiliser qui convertit la vidéosurveillance en intelligence opérationnelle. Des heures d'images vidéo sont synthétisées en un court fragment de quelques minutes, voire quelques secondes. Notre Zone de police est la première zone bruxelloise à s'être dotée de cette technologie comme outil d'analyse et comme moyen permettant un important gain de temps et un atout dans le cadre des enquêtes.

Questions :

- Pouvez-vous me confirmer que cette application est toujours utilisée par le CILIK ?
- Existe-t-il d'autres outils semblables ou équivalents?

La réponse est la suivante :
Effectivement, notre zone utilise briefcam, principalement notre Cilik et notre recherche locale.
Pour l'instant il n'existe pas de solutions alternatives satisfaisantes mais nous restons attentifs aux développements dans le domaine.

Le Conseil est informé.

Informatie – Schriftelijke vraag van Mijnheer DELCHAMBRE betreffende de informaticamiddelen van de zone.

De heer Delchambre stelt de volgende vraag :

Het synoptisch verslag 2016-2020https://www.politie.be/5342/sites/5342/files/media/file/2023-04/Rapport%20Synoptique%202016-2020.pdfvan onze politiezone vermeldt onder punt 1.3 de innovaties inzake procesbeheer. Op pagina 20 van dit verslag staat dat de video-analysetool Briefcam het Lokaal InformatieKruispunt (CILIK) tot grote tevredenheid uitrust. Ik citeer:

1.3.2.3. Briefcam – oplossing voor videoanalyse
Ons Lokaal InformatieKruispunt (CILIK) werd uitgerust met een ultrakrachtige videoanalysetool: BRIEFCAM. Dit instrument is een krachtige en gebruiksvriendelijke oplossing voor videoanalyse die videobewaking omzet in operationele intelligentie. Uren aan videobeelden worden samengevat in een kort fragment van enkele minuten, of zelfs seconden. Onze politiezone is de eerste Brusselse zone die zich met deze technologie heeft uitgerust als analysetool en als middel dat een aanzienlijke tijdswinst oplevert en een troef vormt in het kader van onderzoeken.

Vragen :

- Kunt u bevestigen dat deze toepassing nog steeds door het CILIK wordt gebruikt?
- Bestaan er andere gelijkaardige of equivalente tools?

Het antwoord is als volgt :

Inderdaad, onze zone gebruikt Briefcam, voornamelijk ons CILIK en onze lokale recherche.
Op dit moment bestaan er geen bevredigende alternatieve oplossingen, maar wij blijven aandachtig voor de ontwikkelingen op dit vlak.

De Raad heeft kennis gekregen.

9 **Information - Question écrite de Monsieur DELCHAMBRE concernant le PV du Conseil de police du 26 juin 2023.**

Monsieur Delchambre pose la question suivante :

La lecture du PV du Conseil de Police du 26 juin 2023 établit en page 16 que des questions ont été posées sur les cheminements cyclables à Auderghem, ainsi qu'aux aménagements de voiries favorables aux cyclistes. Une question fait état des ruptures de charge imposées aux cyclistes par le Collège d'Auderghem. Elles concernent l'espace situé dans la partie centrale du bld entre le Rond-point du Souverain et le croisement de la chaussée de Wavre, au bénéfice d'activités de loisirs. A cet endroit les ruptures de charge totalisent environ soixante jours par an. Vous répondiez : Une participation ponctuelle de nos bikers peut être envisagée en fonction des thématiques à la demande de l'administration communale. (voir illustration jointe : bld_Souverain_Auderghem.jpg).

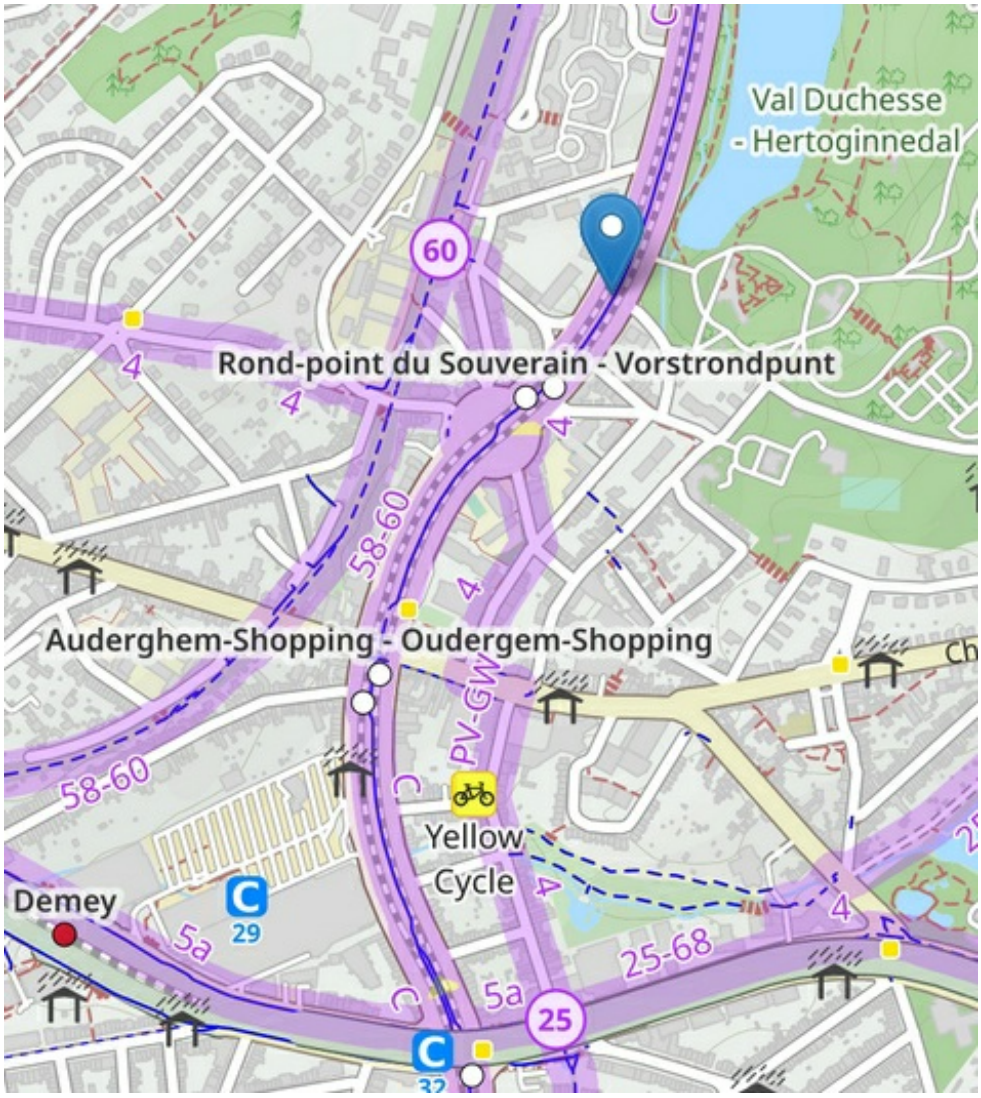
Questions:

- Depuis juin 2023 vos services ont-ils été sollicités pour émettre des avis relatifs à des occupations temporaires de voiries et des déviations imposées par les autorités communales d'Auderghem sur le tronçon situé entre le Rond-point du souverain et le croisement avec la chaussée de Wavre pour la partie centrale du boulevard? Vos services ont-ils été requis par des usagers cyclistes pour le passage sur ce tronçon?
- Cheminant le 20 novembre 2025 en direction de Val-Duchesse, je constate une entrave à la circulation (voir illustration jointe : 251126 croisement bld Souverain chée Wavre.jpeg). Deux installations solidement réunies bloquent le passage ; il est impossible de franchir l'obstacle, même pour virer à gauche dans la chaussée de Wavre, ou venant de la chaussée de Wavre pour se rendre vers Boitsfort ! Je m'en suis ému auprès l'échevine auderghemoise en charge de la mobilité qui parle d'erreur, me précisant je cite : Je vous confirme aussi que, comme nous le faisons chaque fois, nous avons demandé aux forains de rouvrir la barrière de la piste cyclable lorsque la foire est fermée. Vos services étaient en copie de mon étonnement par mail auprès de l'échevine et de la Bourgmestre. Une de vos équipes a-t-elle été dépêchée pour constater la situation ?
- L'autorité de barrer le passage de cyclistes et d'en accorder à nouveau le cheminement peut-elle être déléguée à des commerçants qui placent ou retirent les signalisations à leur gré?

Je précise qu'une déviation était bien indiquée pour les cyclistes via l'ICR 4, contraignant près de 1.400 cyclistes quotidiens à franchir le boulevard à hauteur du Rond-point de façon périlleuse, et d'effectuer un gauche-droite sur une artère à forte charge de trafic pour franchir la chaussée de Wavre entre les rues Bassem et Idier, très anxiogène pour des petits à vélo.

P.S.: le compteur vélo installé au point bleu la carte -> https://bike-count.brussels/counter/?id=COM205 livre des éléments intéressants.
En semaine la moyenne de passages quotidiens est de ± 1400 cyclistes /jour, avec des pointes en 2025 à 2600 cyclistes. Lorsque la promenade verte était fermée, il y eut un record à 4.398 cyclistes sur une journée.
Il existe également des comptages manuels effectués de façon sporadique par Pro Velo, au carrefour

Hermann-Debroux où en 2024 quelques 232 cycliste sont été comptés entre 8h et 9h. Cela représente plus ou moins 200 cyclistes à l'heure de pointe du matin entre 8 et 9h). Ces chiffres sont inférieurs à ceux de la rue de la Loi ou de la petite ceinture, alors qu'ici nous sommes en 2ième couronne. Les chiffres du compteur d'Auderghem semblent dépasser ceux des autres compteurs placés sur la seconde couronne, ils seront confirmés par la publication officielle des chiffres début mars par Bruxelles Mobilité, des chiffres à nouveau en hausse, et plus particulièrement sur ce compteur de la seconde couronne.



La réponse est la suivante :

À notre connaissance, les services de la zone de police n'ont pas été particulièrement sollicités par des usagers cyclistes concernant ce tronçon spécifique. Les demandes d'avis relatives aux occupations temporaires de voirie émanent principalement de l'autorité communale dans le cadre de l'organisation d'événements ou d'activités locales.

De manière générale, lorsque des situations concrètes nous sont signalées sur le terrain, celles-ci font l'objet d'un échange avec l'administration communale d'Auderghem et, le cas échéant, avec les organisateurs ou les forains concernés afin de rechercher des solutions pragmatiques permettant de limiter autant que possible les nuisances et les contraintes pour les différents usagers de la voirie.

Nos services restent naturellement attentifs à toute difficulté qui pourrait être constatée et veillent, dans la mesure de leurs compétences, à favoriser un équilibre entre les impératifs de sécurité, de mobilité et l'organisation des activités autorisées sur l'espace public.

Le Conseil est informé.

Informatie - Schriftelijke vraag van Mijnheer DELCHAMBRE betreffende het proces-verbaal van de Politieraad van 26 juni 2023.

Mijnheer Delchambre stelt de volgende vraag:

Uit de lezing van het proces-verbaal van de Politieraad van 26 juni 2023 blijkt op pagina 16 dat er vragen werden gesteld over de fietsverbindingen in Oudergem, evenals over de wegaanpassingen die gunstig zijn voor fietsers. Een vraag heeft betrekking op de “ruptures de charge” die door het College van Oudergem aan fietsers worden opgelegd. Deze betreffen de zone in de centrale middenberm van de boulevard tussen het Souvereinrondpunt en het kruispunt met de Waversesteenweg, ten gunste van recreatieve activiteiten. Op die plaats bedragen de onderbrekingen voor fietsers ongeveer zestig dagen per jaar.U antwoordde toen: “Een punctuele deelname van onze bikers kan worden overwogen afhankelijk van de thematiek en op vraag van de gemeentelijke administratie.”(zie bijgevoegde illustratie: bld_Souverain_Auderghem.jpg).

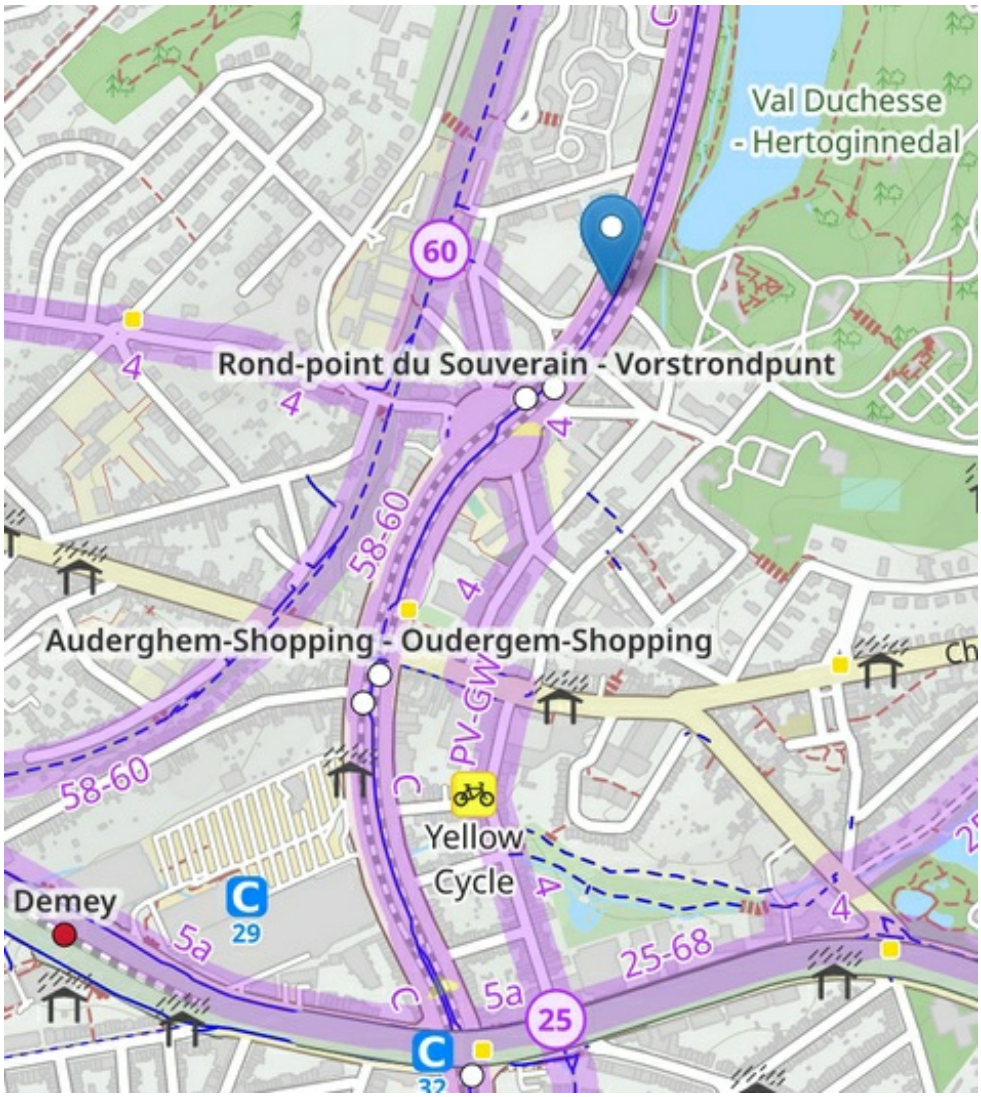
Vragen:

- Sinds juni 2023:Zijn uw diensten verzocht om advies te geven over tijdelijke wegbezettingen en de omleidingen die door de gemeentelijke overheid van Oudergem worden opgelegd op het traject tussen het Souvereinrondpunt en de kruising met de Waversesteenweg, voor het centrale deel van de boulevard?Zijn uw diensten door fietsgebruikers benaderd voor de doorgang op dit traject?
- Toen ik op 20 november 2025 richting Val-Duchesse fietste, stelde ik een belemmering van de doorgang vast (zie bijgevoegde illustratie: 251126 croisement bld Souverain chée Wavre.jpeg).Twee stevig aan elkaar bevestigde installaties blokkeerden de doorgang volledig; het was onmogelijk om het obstakel te passeren, zelfs niet om linksaf te slaan naar de Waversesteenweg of, komende van de Waversesteenweg, richting Bosvoorde te fietsen! Ik heb dit aangekaart bij de Oudergemse schepen bevoegd voor mobiliteit, die sprak van een vergissing en mij het volgende meegaf, ik citeer: “Ik bevestig u ook dat wij, zoals wij dat telkens doen, de foorkramers hebben gevraagd om de afsluiting van het fietspad te openen wanneer de kermis gesloten is.”Uw diensten stonden in kopie van mijn verbaasde reactie per mail aan de schepen en de burgemeester.Is er één van uw ploegen ter plaatse gegaan om de situatie vast te stellen?
- Mag de bevoegdheid om de doorgang voor fietsers te sluiten en opnieuw open te stellen worden gedelegeerd aan handelaars die naar eigen goeddunken signalisatie plaatsen of verwijderen?

Ik preciseer dat een omleiding voor fietsers correct was aangeduid via de ICR 4, waardoor ongeveer 1.400 fietsers per dag verplicht werden het boulevard over te steken ter hoogte van het rondpunt — een gevaarlijke manoeuvre — en vervolgens een links-rechtsbeweging moesten maken op een verkeersas met zware verkeersdruk om de Waversesteenweg over te steken tussen de Bassem- en Idierstraat, wat zeer stresserend is voor kinderen op de fiets.

P.S. De fietsteller die geïnstalleerd is op het blauwe punt van de kaart — https://bike-count.brussels/counter/?id=COM205 — levert interessante gegevens.
Op weekdagen bedraagt het gemiddelde aantal doorgangen ongeveer 1.400 fietsers per dag, met pieken in 2025 tot 2.600 fietsers. Toen de Groene Wandeling gesloten was, werd een record van 4.398 fietsers op één dag geregistreerd.
Daarnaast bestaan er ook manuele tellingen die sporadisch door Pro Velo worden uitgevoerd op het kruispunt Hermann-Debroux, waar in 2024 ongeveer 232 fietsers tussen 8u en 9u werden geteld. Dat komt neer op ongeveer 200 fietsers tijdens de ochtendspits.Deze cijfers liggen lager dan die van de Wetstraat of de Kleine Ring, terwijl dit hier de tweede kroon betreft.De cijfers van de teller in Oudergem lijken hoger te liggen dan die van andere tellers in de tweede kroon. Ze zullen bevestigd

worden bij de officiële publicatie van de gegevens begin maart door Brussel Mobiliteit – opnieuw stijgende cijfers, en meer bepaald voor deze teller in de tweede kroon.



Het antwoord luidt als volgt :

Voor zover ons bekend, zijn de diensten van de politiezone niet specifiek gecontacteerd door fietsgebruikers met betrekking tot dit specifieke traject. De verzoeken om advies over tijdelijke wegbezettingen komen voornamelijk van de gemeentelijke overheid in het kader van de organisatie van evenementen of lokale activiteiten.

In het algemeen geldt dat wanneer ons concrete situaties op het terrein worden gemeld, deze aanleiding geven tot overleg met de administratie van de gemeente Oudergem en, indien nodig, met de betrokken organisatoren of foorkramers. Daarbij wordt gezocht naar pragmatische oplossingen die de hinder en de beperkingen voor de verschillende weggebruikers zo veel mogelijk beperken.

Onze diensten blijven uiteraard aandachtig voor elke moeilijkheid die zou kunnen worden vastgesteld en waken er, binnen de grenzen van hun bevoegdheden, over dat een evenwicht wordt bewaard tussen de veiligheidsvereisten, de mobiliteit en de organisatie van toegelaten activiteiten in de openbare ruimte.

De Raad heeft kennis gekregen.

10 **Information - Question écrite de Madame CZEKALSKI concernant l'obligation du port du casque pour les trottinettes électriques et la cohérence des politiques locales en matière de mobilité douce.**

Madame Czekalski pose la question suivante :

La récente initiative du ministre fédéral de la Mobilité, Jean-Luc Crucke, visant à rendre obligatoire le port du casque pour les utilisateurs de trottinettes électriques dépassant les 20 km/h, soulève plusieurs interrogations quant à sa mise en œuvre et à sa cohérence, en particulier à l'échelle locale.
En effet, cette mesure introduit une distinction notable entre les trottinettes électriques et les vélos (y compris électriques classiques), alors même que ces différents modes de déplacement coexistent quotidiennement sur les voiries uccloises, souvent sans séparation claire.
Sur un territoire étendu comme celui de notre zone de police, la cohabitation entre usagers vulnérables et trafic motorisé pose des enjeux de sécurité. Dès lors, il apparaît légitime de s'interroger sur la pertinence d'une approche différenciée en matière d'obligation du port du casque, alors que les risques d'accident concernent l'ensemble des usagers de la mobilité douce.
Cette situation soulève, plus largement, la question de la lisibilité et de la cohérence des règles applicables aux différents modes de déplacement, ainsi que celle de leur acceptabilité par les citoyens.
Au regard de ces éléments, permettez-moi de vous poser les questions suivantes :

- Quelle est, du point de vue opérationnel, l'analyse du Chef de Corps quant à cette obligation du port du casque pour les trottinettes électriques rapides, différenciée par rapport aux autres modes de transport doux, en termes de contrôle, de prévention et de sécurité routière dans la zone ?
- Une réflexion est-elle menée au sein de la zone de police Uccle – Watermael-Boitsfort – Auderghem sur une approche plus harmonisée vis-à-vis des différents usagers de la mobilité douce (trottinettes, vélos, etc.), notamment en matière de sensibilisation au port du casque et de cohérence des messages adressés au public ?

La réponse est la suivante :
1. État des informations disponibles
À ce stade, il convient de souligner que :
- Le projet d'**arrêté royal n'est pas encore publié**, et son contenu précis n'est donc pas connu de manière officielle ;
- Selon les éléments relayés dans la presse et précisés par le cabinet du ministre :
  - l'obligation viserait **uniquement les trottinettes électriques dépassant les 20 km/h** ;
  - les **vélos électriques de type speed pedelec** sont déjà soumis à une obligation de casque ;
  - les **trottinettes en libre-service** ne seraient pas concernées, celles-ci étant limitées à 20 km/h ;
- Une **entrée en vigueur est évoquée pour le mois de septembre**, sans confirmation réglementaire à ce stade.

2. Observation sur le cadre légal existant
En l'état actuel de la réglementation :
- Les trottinettes électriques sont assimilées à des engins de déplacement motorisés et sont **en principe limitées à 25 km/h** ;
- Les engins dépassant cette vitesse ne sont **pas autorisés à circuler sur la voie publique** faute d'homologation.

Dès lors, l'obligation envisagée semble, en pratique, concerner principalement les trottinettes circulant **entre 20 et 25 km/h**, ce qui interroge sur la portée réelle de la mesure.

3. Analyse opérationnelle (contrôle, prévention, sécurité)
a) En matière de contrôle

La mise en œuvre opérationnelle soulève plusieurs difficultés :

- Il est **complexe pour les services de police de distinguer visuellement** un engin circulant à 20 km/h d'un autre circulant à 25 km/h ;
- La vérification technique des capacités de vitesse d'une trottinette est **peu réaliste en contrôle de terrain courant**.

 En conséquence, l'applicabilité concrète de la mesure pourrait s'avérer **limitée**. Nous sommes donc en attente de précisions supplémentaires sur la portée réelle de cette mesure.

Le Conseil est informé.

Informatie – Schriftelijke vraag van Mevrouw CZEKALSKI over de verplichting tot het dragen van een helm voor elektrische steps en de samenhang van het lokale beleid inzake zachte mobiliteit.

Mevrouw Czekalski stelt de volgende vraag :
Het recente initiatief van de federale minister van Mobiliteit, Jean-Luc Crucke, om het dragen van een helm verplicht te maken voor gebruikers van elektrische steps die sneller dan 20 km/u rijden, roept verschillende vragen op met betrekking tot de uitvoering en de coherentie ervan, in het bijzonder op lokaal niveau.
Deze maatregel introduceert immers een opmerkelijk onderscheid tussen elektrische steps en fietsen (inclusief klassieke elektrische fietsen), terwijl deze verschillende vervoersmiddelen dagelijks samen gebruikmaken van het Ukkelse wegennet, vaak zonder duidelijke scheiding.
Op een uitgestrekt grondgebied zoals dat van onze politiezone stelt de samenleving tussen kwetsbare weggebruikers en gemotoriseerd verkeer belangrijke veiligheidsuitdagingen. Het lijkt dan ook gerechtvaardigd om zich vragen te stellen bij de relevantie van een gedifferentieerde aanpak inzake de helmplicht, terwijl het risico op ongevallen alle gebruikers van de zachte mobiliteit betreft.
Deze situatie roept meer in het algemeen vragen op over de leesbaarheid en de coherentie van de regels die van toepassing zijn op de verschillende vervoersmiddelen, evenals over de aanvaardbaarheid ervan voor de burgers.
In het licht van deze elementen wens ik u de volgende vragen te stellen :
Wat is, vanuit operationeel oogpunt, de analyse van de korpschef met betrekking tot deze verplichting tot het dragen van een helm voor snelle elektrische steps, onderscheiden van andere vormen van zachte mobiliteit, op het vlak van controle, preventie en verkeersveiligheid binnen de zone ?Wordt er binnen de politiezone Ukkel – Watermaal-Bosvoorde – Oudergem nagedacht over een meer geharmoniseerde aanpak ten aanzien van de verschillende gebruikers van de zachte mobiliteit (steps, fietsen, enz.), met name wat betreft de sensibilisering rond het dragen van een helm en de coherentie van de boodschappen die aan het publiek worden gericht ?

Het antwoord luidt als volgt :

1. Stand van de beschikbare informatie
Op dit moment dient te worden benadrukt dat :
Het ontwerp van koninklijk besluit nog niet is gepubliceerd en de precieze inhoud ervan dus nog niet officieel gekend is ;Volgens de elementen die in de pers werden vermeld en verduidelijkt door het kabinet van de minister :

- de verplichting enkel betrekking zou hebben op elektrische steps die sneller dan 20 km/u rijden ;
- elektrische fietsen van het type **speed pedelec** reeds aan een helmplicht zijn onderworpen ;
- deelsteps niet zouden worden geviseerd, aangezien deze beperkt zijn tot 20 km/u ;
- een inwerkingtreding in september wordt vermeld, zonder dat hierover op dit stadium enige reglementaire bevestiging bestaat.

2. Opmerkingen over het bestaande wettelijk kader

Volgens de huidige regelgeving :

- elektrische steps worden gelijkgesteld met gemotoriseerde voortbewegingstoestellen en zijn in principe beperkt tot 25 km/u ;
- toestellen die deze snelheid overschrijden, zijn niet toegestaan op de openbare weg bij gebrek aan homologatie.

Bijgevolg lijkt de overwogen verplichting in de praktijk hoofdzakelijk betrekking te hebben op steps die rijden tussen 20 en 25 km/u, wat vragen oproept over de werkelijke draagwijdte van de maatregel.

3. Operationele analyse (controle, preventie, veiligheid)

a) Wat de controle betreft

De operationele uitvoering brengt verschillende moeilijkheden met zich mee :

- het is voor politiediensten complex om visueel een toestel dat 20 km/u rijdt te onderscheiden van een toestel dat 25 km/u rijdt ;
- een technische verificatie van de snelheidsmogelijkheden van een step is weinig realistisch in het kader van een klassieke terreincontrole.

 Bijgevolg zou de concrete toepasbaarheid van de maatregel beperkt kunnen blijken. Wij wachten dan ook op bijkomende verduidelijkingen over de daadwerkelijke draagwijdte van deze maatregel.

De Raad heeft kennis gekregen.

11 **Présentation du projet de loi prévoyant la fusion des zones bruxelloises.**

Monsieur Tojerow demande si le bâtiment Croix-Rouge sera repris par la zone unifiée.
La Présidente que le groupe de travail Infrastructure a repris ce bâtiment parmi les 84 lieux identifiés pour la nouvelle zone.
Madame Van Offelen demande ce qu'il adviendra des initiatives telles que les PLP ?
La Présidente répond que certains projets sont financés par les communes. On ne freine pas sur ces initiatives.
Monsieur Vandame n'est pas convaincu par le but économique de la fusion et regrette la disparation du rôle des conseillers élus.
Monsieur Noël constate que le vice-gouverneur interviendra pour contrôler l'aspect linguistique.
Madame Kokaj demande ce qu'il en est des 10 réunions du Collège par an en huis-clos : est-ce suffisant ? Les débats auront lieu au conseil communal et le bourgmestre en sera le rapporteur au collège de police.
La Présidente préside que ce nombre n'a pas été modifié par le projet de loi et qu'il s'agit d'un minimum.
Monsieur Hayette s'interroge sur l'unité de commandement : qui va décider des priorités ? Le Chef de Corps, le Bourgmestre ?
Le Chef de Corps répond que le modèle qui se dessine sera d'avoir certains services centralisés avec des unités déconcentrées. Le Bourgmestre aura toujours un contact privilégié avec le Directeur de la Proximité. Le Plan zonal de sécurité sera approuvé au niveau communal pour certains aspects, ce qui permettra d'avoir des spécificités par commune. Le travail policier de base ne changera pas.
Monsieur Hayette souligne la possibilité de faire bouger les policiers d'une commune à l'autre en fonction des évènements. Actuellement, cela se fait déjà avec bonne volonté.
Monsieur De Bock évoque la responsabilité du collège de police devant le conseil communal, cela existait déjà avant la réforme et cela ne posait pas problème. Il était parfois difficile de déterminer si une question relevait du conseil communal ou du conseil de police, maintenant elle sera d'office posée au conseil communal. Et tous les conseillers pourront poser des questions sur cette matière, pas seulement les conseillers de police.
La Présidente conclut qu'il faut voir à l'usage comment cela se déroulera.

Madame Vanderborght constate effectivement qu'il y aura un contrôle démocratique puisque chaque conseiller communal pourra poser des questions en lien avec la police au conseil communal.
La Présidente ajoute que le budget sera présenté au conseil communal ainsi qu'un rapport annuel des activités du collège.
Monsieur Tojerow estime que le contrôle démocratique n'est pas atteint en ce sens que le budget ne sera pas voté par les conseils communaux.
La Présidente précise qu'il sera voté par le collège de police mais qu'il devra être présenté dans chaque conseil communal.
Monsieur Tojerow demande ce qu'il adviendra si un conseil communal ne donne pas mandat à son bourgmestre pour voter le budget ? Le collège pourra passer outre, ce qui enlève l'exercice du contrôle démocratique.
La Présidente répond que la présentation du budget suscitera un débat en conseil communal qui pourra donc donner son avis.

Le Conseil est informé.

Presentatie van het wetsontwerp dat voorziet in de fusie van de Brusselse zones.

De Raad heeft kennis gekregen.

David Leisterh quitte la séance / verlaat de zitting.
Emmanuel De Bock quitte la séance / verlaat de zitting.
Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.
Cécile Van Hecke quitte la séance / verlaat de zitting.
Louis Wuestenberghs quitte la séance / verlaat de zitting.

12 **Question orale de Madame KOKAJ concernant les visites domiciliaires.** ***(Ajouté en séance)***

Madame Kokaj pose la question suivante :

Le 3 avril dernier le Conseil des Ministres a donné en seconde lecture son feu vert à l'avant-projet de loi concernant les visites domiciliaires.
Malgré l'avis très sévère de l'organe de contrôle de l'information policière, de l'association des juges d'instructions, du délégué général aux droits de l'enfant, mais également du conseil d'Etat qui considérait avec inquiétude un projet de loi portant une atteinte disproportionnée aux droits fondamentaux, comportant un manque de garanties judiciaires réelles et ne protégeant pas assez les enfants ni les tiers (amis, colocataires, hébergeurs) ; le gouvernement actuel semble vouloir maintenir l'essence du texte.
Nous sommes évidemment très inquiets, je ne vais pas refaire ici le débat du conseil communal d'octobre où les écologistes ont longuement exposé ce qui les horrifient dans ce projet de loi.
Mais très brièvement et en substance ; nous nous opposons à une loi qui criminalise la solidarité et les migrations, qui associe les personnes sans titre de séjour à de dangereux criminels, qui entache la longue tradition d'accueil qui fait la fierté de la Belgique, une loi enfin qui s'assied sur l'inviolabilité du domicile et le droit au respect de la vie privée et familiale. Ces principes constitutifs des démocraties modernes.
L'implication des Ucclois qui n'ont pas hésité à ouvrir la porte de leur maison lors de la crise Ukrainienne (et lors de la crise de l'accueil de 2015) démontre que nous avons sur le territoire un grand nombre de foyers solidaires et hébergeurs très sensibles à la question de l'accueil.
Je voudrais déposer ici leur inquiétude et la nôtre. Parce que c'est le bon endroit pour le faire et parce que c'est peut-être la dernière fois que je peux le faire.
Cette inquiétude se situe autour du matériel premier très problématique qui permettra d'autoriser les perquisitions chez les hébergeurs ou au sein des familles de personnes sans titre de séjour.
Que les choses soient claires ; quel que soit le chemin de la procédure des visites domiciliaires,

(l'intervention du parquet, l'autorisation du juge d'instruction) aucune démarche ne sera lancée et rien ne sera entrepris sans l'existence d'au moins un élément d'information indiquant que dans cette maison-là réside une personne sans titre de séjour « troublant l'ordre public ».
Comment cet élément d'information sera-t-il obtenu ? C'est ici très clairement la porte ouverte à une société de délation à laquelle aucun démocrate ne peut décemment souscrire.
Monsieur le Chef de corps, je me souviens que la crise covid et le confinement ont été très éprouvants pour vous et vos collègues, notamment parce que vous receviez beaucoup d'appels de citoyens mécontents qui dénonçaient leurs voisins pour non-respect des règles de confinement et que cette situation était particulièrement déplaisante.
En rédigeant cette interpellation, j'ai évidemment pensé aux personnes sans papiers, aux hébergeurs, mais aussi à vous avec beaucoup de compassion.
Ma première question est la suivante : Comment agirez-vous, que ferez-vous quand on vous appellera pour vous dire que la personne habitant la maison X héberge des personnes sans titre de séjour qui rentrent tard le soir et « trouble l'ordre public », que dans la maison Y des personnes sans titre de séjour vivent avec des enfants qui dessinent à la craie sur les trottoirs et que cela « trouble l'ordre public » ? Quelle sera votre marge de manœuvre pour donner suite à ces délations ou le cas échéant, refuser d'y donner suite ?
Uccle est une commune hospitalière, notre zone de Police est exemplaire et compte des femmes et des hommes courageux et valeureux, nous refusons qu'ils et elles soient instrumentalisés pour servir une politique migratoire répressive.
Ma seconde question porte sur un éclaircissement : Rentrer tard le soir et manquer de discrétion, faire un barbecue bruyant, se disputer avec la voisine de droite parce que son bébé pleure toute la nuit, avec celle du dessus parce que les enfants roulent à patins à roulette, c'est troubler l'ordre public ? Pouvez-vous nous aider à comprendre les contours de cette notion si floue au cœur du projet de loi dont nous débattons ?
Ma troisième question s'adresse à vous Madame la Présidente : demain, lorsque les zones de police auront fusionné, qui contrôlera l'action de la Police, en matière de visites domiciliaires (mais pas que) ?
Je nous invite collectivement, indépendamment des sensibilités à nous poser la question suivante ; souhaitons-nous vivre dans une société, dans une commune où la délation est encouragée et où finalement, une administration fonde son action à l'encontre de personnes en détresse ou des personnes solidaires sur base d'éléments arbitraires.

La réponse est la suivante :

Le texte n'est pas encore adopté. Il a été approuvé en seconde lecture par le gouvernement, mais il doit encore passer devant le Parlement. Donc pour l'instant, rien ne change dans le travail policier.
Sur le fond, ce projet vise à permettre, dans certains cas précis, des visites domiciliaires pour exécuter des décisions d'éloignement, mais uniquement sous contrôle judiciaire. Cela veut dire: pas sur appel, pas sur dénonciation, pas sur simple soupçon — mais avec autorisation du juge et sur la base d'éléments concrets.
Concernant la notion de "trouble à l'ordre public", il faut bien comprendre qu'elle ne renvoie pas à des petites incivilités du quotidien. On parle ici de situations sérieuses: des faits graves ou répétés qui menacent réellement la sécurité publique.
Enfin, la police locale n'établira aucune politique d'elle-même: nous agirons toujours dans le respect de la loi, du juge et des droits fondamentaux. Il n'est donc pas question d'agir d'initiative.

Madame Kokaj demande ce qu'il en est des contrôles judiciaires ? Ce sera pour trouble à l'ordre public.
Le Chef de Corps répond que la procédure judiciaire est établie par le Collège des Procureurs généraux. Ce n'est pas la police qui saisit la justice, c'est le Parquet

Le Conseil est informé.

Jérôme Toussaint quitte la séance / verlaat de zitting.

13 **Question orale de Madame KOKAJ concernant une étude de l'ULB sur la diversité et le racisme au sein de la police.** ***(Ajouté en séance)***

Madame Kokaj pose la question suivante :

- *« Ne donnez pas vos gilets pare-balles à N., en tout cas, sinon il va les vendre au marché du Midi ce week-end ! »*
- *« Il y a des policiers qui disent :* ***"****T'es pas Belge en fait.****"*** *(...)* ***"****Demain, si c'est la guerre entre le Maroc et la Belgique, tu défends qui ?****"*** *»*
- *« Je me sens plus raciste, pour le dire en très résumé. Vu qu'ici, c'est toujours majoritairement des Arabes ou des personnes d'origine étrangère qui commettent les méfaits. »*

Ces déclarations choquantes, nous les découvrions à l'entame d'un article du journal Le Soir paru le 24 mars, présentant les grandes lignes d'une étude menée par deux chercheuses de l'ULB qui durant 16 mois d'observation auprès de différents service de police ont cherché à comprendre ce que ces paroles tenues par des policiers de terrain racontait de leur rapport à l'altérité et à la diversité, que ce soit à l'égard de la population, mais aussi de ses propres collaborateurs, dans une des villes les plus cosmopolites au monde, à savoir Bruxelles.
Le rapport est sans concession.
Dans les grandes lignes, il établit les quelques constats alarmants suivants ;
D'abord, au sein des équipes observées, le racisme serait souvent banalisé sous couvert d'humour, l es propos racistes s'en trouvent dès lors décomplexés et les plus jeunes policiers issus de l'immigration sont ainsi discrédités et fragilisés. En outre, un plafond de verre réel existe**,** la diversité est présente dans les grades inférieurs, mais disparaît quasi totalement au-delà d'inspecteur principal. Enfin, les policiers issus de la diversité subissent une double suspicion : on leur reproche un manque de courage *« pour affronter leur propre communauté »* , on leur demande de retirer leur barbe parce que *« ça fait un peu terroriste »*. Résultat : certains adoptent une sévérité excessive envers leur propre communauté pour prouver leur impartialité.
Bien sûr, ceci ne concerne pas la totalité des policiers, il est ici question de tendances lourdes et systémiques, mais aussi parfois et face à ces constats, une difficulté de l'institution à se remettre en question. Ce qui n'est très certainement pas le cas des membres de notre zone.
Mes questions sont les suivantes ;

- Dans l'article, les chefs de corps déplorent des faiblesses méthodologiques dans l'étude puisque les observations auraient été faites sur trois zones sur six. La nôtre en faisait-elle partie ?
- Disposons-nous de statistiques sur notre zone reprenant la proportion de policiers issus de la diversité, en ce compris dans les grades d'inspecteurs ? Si oui, pourriez-vous nous communiquer les tendances ?
- Les situations de racisme relatées dans l'étude (agents entre eux et agents vers la population) sont-elles recensées, en avez-vous connaissance et existe-t-il des plaintes à ce sujet sur notre zone ? Quelle est l'attitude adoptée (sanctions, prévention) le cas échéant ?
- Dans le cadre de la fusion des zones de police, avez-vous un regard, retour sur la façon dont les organigrammes des zones actuelles seront redessinés ?

La réponse est la suivante :

La zone de police Uccle – Watermael-Boitsfort – Auderghem a pris connaissance avec un intérêt attentif de l'étude DIVPOL menée par l'Université libre de Bruxelles. Ce travail de recherche scientifique constitue, à nos yeux, une contribution utile à la réflexion sur la place de la diversité au sein des services de police ainsi que sur les relations entre la police et la population, en particulier dans un contexte urbain aussi diversifié et complexe que celui de la Région de Bruxelles-Capitale.
Pour notre zone, cette réflexion ne s'inscrit pas dans une dynamique nouvelle. Dès 2022, un premier Plan Diversité a été adopté afin d'intégrer de manière structurée et cohérente les principes d'égalité, de respect et d'inclusion dans le fonctionnement quotidien de l'organisation. Cette démarche a été

reconnue en 2024 par l'octroi du label Diversité d'Actiris. Dans la continuité de ce travail, un deuxième Plan Diversité couvrant la période 2025-2027, élaboré en collaboration avec Actiris et Unia, a été validé par Actiris et est actuellement en cours de mise en œuvre. Ce plan prévoit notamment le renforcement de la gouvernance en matière de diversité, le développement d'indicateurs de suivi, des formations complémentaires pour le personnel ainsi qu'une intégration plus systématique de ces thématiques dans la culture organisationnelle et dans la gestion des ressources humaines.
S'agissant de la contribution de notre zone à l'étude DIVPOL, il importe de rappeler plusieurs éléments de contexte méthodologique. La participation de la zone de police Uccle – Watermael-Boitsfort – Auderghem à cette recherche a été limitée à deux entretiens, réalisés avec le chef de corps et la personne responsable du Plan Diversité, ainsi qu'à l'analyse de la première version de ce plan. Notre zone n'a en revanche pas été impliquée dans la seconde phase du travail de terrain, au cours de laquelle les chercheuses ont mené des observations immersives dans un nombre restreint de zones de police. Les situations concrètes décrites dans le rapport, notamment celles relatives à des manifestations de racisme ou de discriminations entre collègues ou à l'égard de la population, concernent dès lors exclusivement les zones ayant fait l'objet de ces observations et ne peuvent être généralisées à l'ensemble des zones de police bruxelloises et certainement pas à notre zone de police.
Par ailleurs, au-delà des approches académiques, notre zone a également procédé à une analyse de la diversité interne fondée sur une connaissance directe et approfondie de son personnel. En tant qu'employeur de proximité, la zone connaît ses collaborateur·rice·s, leurs parcours, leurs profils et leurs trajectoires professionnelles. Cette approche repose sur l'expérience concrète du terrain et sur les outils de gestion des ressources humaines existants, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des recherches indirectes basées sur des données externes telles que le Registre national. Cette connaissance fine du personnel permet d'appréhender la diversité dans toutes ses dimensions de manière pragmatique, contextualisée et respectueuse du cadre légal.
Cette analyse qualitative est complétée par une analyse quantitative objectivée, réalisée sur la base des données arrêtées en février 2025, pour un effectif total de 534 membres du personnel. Les indicateurs disponibles mettent en évidence une diversité réelle au sein de la zone, tant en termes d'origines que de profils d'âge et de mixité. Ainsi, la diversité des origines est objectivable : si la majorité des collaborateur·rice·s relève de l'Union Européenne (UE-27), soit 91 %, une part non négligeable du personnel, représentant 9 %, est d'origine hors UE-27. Cette présence se retrouve dans plusieurs catégories de fonctions, y compris au sein des catégories opérationnelles les plus nombreuses, notamment celle des inspecteur·rice·s, ainsi qu'à d'autres niveaux de l'organisation. Cela indique que la diversité n'est pas cantonnée à un seul segment de la zone, mais traverse l'ensemble de sa structure.
La structure des âges témoigne également d'une composition intergénérationnelle équilibrée : 52 % des effectifs ont entre 26 et 44 ans, 37 % entre 45 et 59 ans, 4 % ont moins de 26 ans et 7 % ont 60 ans ou plus. Cette répartition traduit l'existence d'un socle solide de personnel en âge « cœur de carrière », combiné à la présence simultanée de profils plus jeunes et de collaborateurs expérimentés, favorisant à la fois la transmission des savoirs, la continuité du service et le renouvellement des compétences.
Enfin, la mixité de genre est également tangible au sein de la zone. Celle-ci compte 34 % de femmes et 66 % d'hommes, avec une présence féminine observable dans les principales catégories de personnel, y compris parmi les inspecteur·rice·s et aux niveaux hiérarchiques supérieurs. Si cet équilibre demeure perfectible, il confirme néanmoins que la diversité de genre est déjà ancrée dans l'effectif et qu'elle se reflète dans la structure même des fonctions.
En ce qui concerne les faits de racisme ou de discrimination, la position de la zone est sans équivoque : toute forme de racisme ou de discrimination est totalement inacceptable au sein d'un service public tel que la police. À ce jour, la zone de police Uccle – Watermael-Boitsfort – Auderghem n'a toutefois connaissance d'aucune plainte établie pour des faits de racisme impliquant ses collaborateurs, que ce soit via le service de contrôle interne ou par l'intermédiaire des organes de contrôle externes. Lorsqu'un comportement problématique est signalé ou constaté, il est traité avec la plus grande rigueur, en combinant, le cas échéant, des actions de prévention, de sensibilisation et de formation, ainsi que des mesures disciplinaires lorsque les faits le justifient, dans le respect strict des procédures en vigueur.
Dans le cadre plus global des réflexions liées à l'évolution des structures policières, et notamment

dans le contexte des projets de fusion des zones de police, une attention particulière est portée à l'intégration des principes de diversité et d'inclusion dans les futurs organigrammes et modes de fonctionnement. À cet égard, la Conférence des Chefs de Corps a exprimé son intention de mettre en place un groupe de travail spécifique dédié à la diversité, afin d'accompagner cette transition et de formuler des recommandations communes. Par ailleurs, la question de la création d'un service structuré "Diversité et Inclusion" au sein de la future zone de police est explicitement envisagée. Une telle structure permettrait d'ancrer durablement ces thématiques dans la gouvernance de la nouvelle organisation, d'assurer la cohérence des politiques menées et de garantir un suivi transversal et coordonné des actions en matière de diversité et d'inclusion.
En conclusion, si l'étude DIVPOL contribue utilement au débat et à la réflexion collective, nous ne pouvons souscrire à l'affirmation selon laquelle la prise en compte de la diversité au sein de la police serait « globalement en-deçà de l'enjeu ». Une telle conclusion nous paraît excessivement générale et ne reflète pas les efforts concrets, structurés et durables entrepris par de nombreuses zones de police. Les actions menées au sein de notre zone depuis 2022, l'obtention du label Diversité d'Actiris ainsi que la mise en œuvre du Plan Diversité 2025-2027 témoignent au contraire d'une volonté claire et affirmée de faire de la diversité et de l'inclusion une réalité tangible et opérationnelle au sein de notre organisation.

Le Conseil est informé.

Levée de la séance à 19:17
Opheffing van de zitting om 19:17

La Secrétaire, De Secretaresse,	La Présidente, De Voorzitster,
Géraldine Noël	Valentine Delwart